



Place du 13 mai en 2009 : Mialà Ravalomanana !

On dit souvent qu'il faut prendre des leçons de l'Histoire pour appréhender un avenir meilleur. Après quatre mois d'existence, la Haute Autorité de la Transition (HAT) présidée par Andry Rajoelina connaît une période de « flottement », dû indéniablement à un manque flagrant de cohésion entre ce que décide le Président et ce que font les membres de la HAT. J'entends par ce terme : la présidence, les membres et l'équipe gouvernementale. Or, à présent que la Communauté internationale a compris, au moins, que le retour de Marc Ravalomanana ne peut plus être une condition vers la légalité -l'ambassadeur Jean Marc Châtaigner a parlé de nouvelle constitutionnalité et non plus de retour à la constitutionnalité-, l'important, le plus urgent est d'effectuer une gigantesque campagne de communication très efficace pour expliquer à l'ensemble de la population malgache de Madagascar -celle qui sera appelée à voter- les enjeux de cette entrée vers une IVème république. Tergiverser comme c'est le cas, actuellement, c'est terminer encore plus mal que le Pr Zafy Albert et sa Haute Autorité de l'Etat : excellent au début mais empêché au final. Ce qui n'a pas empêché la population à descendre dans la rue en 2002. Puis en 2009.



Place du 13 mai en 1991 : Mialà Ratsiraka ! Où donc étaient ces fameux Gtt actuels ? Il fallait commencer à manifester dès cette époque. Votre montée au créneau pour défendre Ravalomanana n'émane que d'intérêts bassement matériels. Nous, nous étions déjà là et avons lutté avec le peuple de Madagascar. A cette époque dure, les moutons de Panurge n'ont pas hurlé au coup d'Etat car la Communauté internationale n'avait pas donné ce mot d'ordre

Mon propos, ici, n'est pas de faire l'apologie ou le coulage d'un tel ou un autre, mais de révéler, étape par étape, comment en est-on venu à une HAE, en 1991, et comment les politiciens malgaches brillent par leur manque de fidélité. Tranche d'une histoire qui ne doit plus être un éternel recommencement. Allons-y aussi pour les fêrus d'Histoire.



L'Amiral Didier Ignace Ratsiraka encore en pleine forme et en pleine puissance

Le 12 mars 1989, l'Amiral Didier Ignace Ratsiraka (Fondateur de l'Arema, parti unique au pouvoir) est réélu sans surprise mais son score a baissé par rapport à 1982, face au seul Monja Jaona (Monina). En ce temps là, le mandat présidentiel était de 7 ans. En 1989, toujours incapable de se mettre d'accord sur le choix d'un candidat unique, « l'opposition » avait aligné trois candidats (tous membres du Front National de Défense de la Révolution ou FNDR : Manandafy Rakotonirina (Mfm), Razanabahiny Marojama (Vonjy Iray Tsy Mivaky) et Monja Jaona (Monima). Conscient d'une baisse de sa popularité, Didier Ratsiraka avait effectué de grands changements : il a supprimé le FNDR et ouvert le pays au multipartisme. Le 9 mars 1990, une Ordonnance reconnaît la liberté d'association politique puis la censure est levée.



Le Pape Jean Paul II à Antsiranana, le 29 avril 1990 : « N'ayez jamais crainte »

Dès lors, comme des chevaux débridés, des particules et partis politiques vont voir le jour. Parmi eux, l'Union Nationale pour le Développement et la Démocratie (UNDD) fondée par le Pr Zafy Albert, ancien ministre de la Santé du gouvernement du Général Gabriel Ramanantsoa (Premier régime de transition malgache, du 11 octobre 1972 au 6 février 1975). Mais le contenu du Petit livre rouge (« Boky mena ») déjà très critiqué pour ses orientations utopiques, reste le programme du régime Arema. Or, ces réformes politiques n'amélioreront en rien le contexte social déjà marqué, en 1988, par une épidémie de paludisme qui a fait plus de 100.000 morts à travers la Grande île. Bien qu'ayant bénéficié d'une annulation d'1/3 de ses dettes par la France, le pays n'arrive pas à se relever. Le niveau de vie de la population s'affaisse alors que le taux de chômage atteint un pic incroyable.... Aucune libéralisation de l'économie en vue, malgré les pressions du Fmi qui n'a cessé « d'ajuster structurellement » depuis 1982. Pour en revenir à cette année 1989, elle marque la venue du pape Jean Paul II, du 28 avril au 1er mai. Miracle ? Toujours est-il qu'en décembre, un nouveau Code des investissements est adopté et des zones franches industrielles -textiles surtout- sont créées, tournées vers l'exportation. Déjà, la Grande île pense aux investissements directs étrangers (IDE) et le processus de privatisation des sociétés d'État avait été engagé, en contrepartie de 76,9 millions de DTS émanant de la Banque mondiale et du FMI. Arriva l'année suivante.



Didier Ratsiraka et François Mitterrand Le 25 septembre 1985, au Palais de l'Élysée

Le 14 juin 1990, François Mitterrand visite Antananarivo et Toamasina. Il efface la dette publique malgache (4 milliards de fmg). En contrepartie (car il y en a toujours), Didier Ratsiraka consent à indemniser les entreprises françaises nationalisées en 1975. Mais rien n'y fait. La pauvreté demeure insoutenable, surtout en milieu urbain, compliquée par une démographie galopante de 3% par an. Les 11 millions d'habitants d'alors vivaient avec un revenu annuel de

210 dollars par individu. En août 1990, le dernier président du régime d'apartheid sud-africain, Frederik De Klerk, fait un saut à Antananarivo. En août 1990 encore, un Code minier, favorable aux investisseurs étrangers, est adopté et appliqué. Une zone économique spéciale (ZES) est créée à Toamasina par une société de Hong Kong. Les entreprises franches du textile poussent comme des champignons. Mais la situation économique ne s'en est pas améliorée pour autant. Le gouvernement doit figer le crédit pendant le premier trimestre de 1991, à cause de problèmes profonds de trésorerie. Le déficit de la balance commerciale s'est accru à la suite de l'augmentation des importations, due à la libéralisation de l'accès aux devises et en raison de l'insuffisance de la production agricole traditionnelle. Un nouveau programme d'investissements publics (PIP) est adopté pour 1991-1993. L'agriculture (22%), l'industrie, les mines et l'énergie (21%), les transports et les communications (30%) sont les postes clés des dépenses de ce programme qui s'élève à 1.692 milliards de fmg, dont 1.112 milliards financés par des apports extérieurs. La Banque mondiale et la France étaient les instigatrices de ce programme de libéralisation... La révolte gronde, malgré toutes les réformes, tous les effacements de dettes, toutes les promesses tenues ou non (une dévaluation de 13% du fmg avait été annoncée en janvier 1991, assortie d'une augmentation de 15% des salaires du secteur public et d'une taxe de 30% sur les importations de riz). Car le peuple, au contraire, s'est paupérisé.



Pour voir le film, cliquez sur l'image ci-dessus

Dès juin 1991, suite à un projet de révision de la Constitution soumis à l'Assemblée nationale populaire, le 31 mai 1991, en vue d'adapter ce texte « à la conjoncture nationale et internationale », des manifestations d'une ampleur jamais connues au pays et une grève générale éclatent et perdureront. Le 29 juillet 1991, le gouvernement du Colonel Victor Ramahatra est dissous. Le 8 août 1991, Guy Willy Razanamasy est nommé Premier ministre avec pouvoir de nommer et de révoquer ses ministres. Il s'agit de prérogatives non reconnues par la Constitution de 1975 à un Chef de Gouvernement.

Mais personne n'a rien dit à l'époque. Le 10 août 1991, c'est le carnage aux environs du palais d'Iavoloha. Plusieurs manifestants sont tués. Ratsiraka, qui a lui-même donné l'ordre de tiré (voir le film "Madagascar plus jamais ça," en cliquant sur la photo ci-dessus) est discrédité aux yeux de l'opinion nationale et internationale, après seize ans de pouvoir sans partage. Dès lors, le mot d'ordre est : « Ratsiraka mialà » ou Ratsiraka doit partir. Or, en août et en décembre 1990, deux

" Concertations Nationales pour une nouvelle Constitution "
avaient bien eu lieu

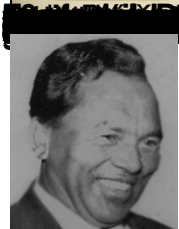
à l'initiative du Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes à Madagascar (FFKM), mais Didier Ratsiraka a toujours méprisé ces appels au dialogue. Son leitmotiv : « Tsy hialà aho ! ». Je ne partirai pas !. Termes exacts : « Vous pouvez faire 7 fois, 70 fois, voire 70 000 fois le tour des murs de Jéricho, je ne quitterai pas le pouvoir ! ». (14 juin 1991, de retour de Paris). Cela en référence aux... références bibliques de Zafy Albert pour faire tomber le mur de Jéricho (« Arodana ny mandan'i Jericho »). Après sept mois de grèves et de protestations un gouvernement parallèle des Forces Vives (« Hery Velona ») est formé par l'opposition, avec comme chef de file le Général Jean Rakotoarison alias « Voay be » assisté du Pr Zafy Albert qui deviendra le nouveau messie au chapeau de paille (« satroka peny »). Il y eut aussi la maman de Ny Hasina Andriamanjato, Bao, qui a même été kidnappée. Elle ne s'en est jamais remise. Et bien sûr, le pasteur son époux. Après des tergiversations et une chasse aux sorcières pas possible, les pouvoirs de Didier Ratsiraka se désagrègent l'amenant (enfin) à composer.



Les acteurs de la naissance de la HAE. De g. à dr. : Pasteur Richard Andriamanjato, Guy Willy Razanamasy, Professeur Zafy Albert et Manandafy Rakotonirina

Le 31 octobre 1991, est signée la Convention dite de l'hôtel Panorama, -sis à Andrainarivo Antananarivo- entre les églises et toutes les mouvances politiques du pays. Plus de deux ans après le début de la crise due à une fracture sociale profonde. Cette Convention du Panorama institue un cadre légal au Pouvoir de Transition vers la Troisième République

Elle suspend l'Assemblée Nationale Populaire (ANP) et le Conseil Suprême de la Révolution (CSR), mais elle met en place, parallèlement au gouvernement de Guy Willy Razanamasy, de nouvelles institutions qui sont : le Comité de Redressement Economique et Social (CRES), co-présidé par le pasteur Richard Andriamanjato et le leader du MFM, Manandafy Rakotonirina ; la Haute Autorité de l'Etat (HAE) présidée par Zafy Albert. Didier Ratsiraka reste Président de la République mais ses pouvoirs sont symboliques.



Le Premier ministre feu Me Francisque Ravony



